

Jugement n°139/2019/CJ/III/TCC

Du 21 Novembre 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2019/0228

Saidou ISSAKA

(Me Raymond GBESSEMEHLAN)

C/

Société JJCO ELECTRICITE SARL

(Me Amos AKONDE)

OBJET

Contestation de créance et
demande de délai de grâce

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : Maurice YEDOMON et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sènou KOUTON

Débat le 04 juillet 2019 ;

Jugement contradictoire prononcé à l'audience
publique du 21 novembre 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDEUR

Saidou ISSAKA, commerçant, de nationalité béninoise,
demeurant et domicilié à Cocotomey, commune
d'Abomey-Calavi ;

Assisté de Maître Raymond Cyr GBESSEMEHLAN,
Avocat au Barreau du Bénin ;

DEFENDERESSE

Société JJCO ELECTRICITE SARL, ayant son siège
social au carré N°1149, Gbégamey, Cotonou,
représentée par sa gérante demeurant et domiciliée ès
qualité audit siège ;

Assistée de Maître Amos AKONDE, Avocat au Barreau
du Bénin ;

LE TRIBUNAL,

*Vu les pièces du dossier ;
Où les parties en leurs prétentions ;
Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 15 mars 2019, Saidou ISSAKA a attiré la société JJCO Electricité Sarl devant le tribunal de commerce de Cotonou pour solliciter le cantonnement de sa dette à la somme de quatre millions quatre cent quatre mille neuf cent (4.404.900) FCFA et un délai de grâce de douze (12) mois ;

A l'appui de ses demandes, Saidou ISSAKA expose qu'il est dans une relation commerciale avec la société JJCO Electricité Sarl, laquelle relation consiste pour cette dernière à lui livrer des marchandises qu'il se charge de vendre et restituer le prix de vente après déduction des frais ;

Que le montant total des marchandises dont il n'a pas restitué le produit de vente s'élève à dix millions cent soixante-quatorze mille neuf cent (10.174.900) FCFA alors que les frais équivalent à la somme de cinq millions sept cent soixante-dix mille (5.770.000) FCFA ;

Qu'il reste redevable de la différence entre le produit de vente et les frais, soit la somme de quatre millions quatre cent quatre mille neuf cent (4.404.900) FCFA ;

Que le montant de treize millions cent cinquante-neuf mille huit cent cinquante (13.159.850) FCFA

réclamé par la société JJCO Electricité Sarl n'est pas justifié ;

Qu'il rencontre des difficultés financières ;

En réplique, la société JJCO Electricité Sarl produit des factures, bordereaux de livraisons ainsi que des reçus et maintient sa demande de paiement de la somme de treize millions cent cinquante-neuf mille huit cent cinquante (13.159.850) FCFA ;

Qu'elle explique que Saidou ISSAKA reconnaît devoir la somme de dix millions cent soixante-quatorze mille neuf cent (10.174.900) FCFA au titre du prix de vente des marchandises ;

Que c'est sans aucun fondement juridique que Saidou ISSAKA soutient avoir engagé des frais d'un montant total de cinq millions sept cent soixante-dix mille (5.770.000) FCFA qu'il a soustrait du produit de la vente et estime rester devoir quatre millions quatre cent quatre mille neuf cent (4.404.900) FCFA ;

Qu'il ne justifie non plus des difficultés financières dont il fait état ;

Qu'elle sollicite le rejet de ses demandes et sa condamnation au paiement de la somme de treize millions cent cinquante-neuf mille huit cent cinquante (13.159.850) FCFA assortie de l'exécution provisoire sur la moitié ;

1. Sur le paiement

Attendu que quiconque allègue un fait est tenu d'en rapporter la preuve ;

Attendu qu'en l'espèce, la société JJCO allègue être créancière de Saidou ISSAKA de la somme de 13.159.850 FCFA ;

Que cependant les factures produites au dossier n'établissent pas une créance de 13.159.850 FCFA ;

Que Saidou ISSAKA reconnaît devoir la somme de dix millions cent soixante-quatorze mille neuf cent (10.174.900) FCFA représentant le prix des marchandises vendues ;

Qu'il allègue que les frais de la vente à la charge de la société JJCO sont de cinq millions sept cent soixante-dix mille (5.770.000) FCFA ;

Qu'il ne prouve pas cependant avoir conclu un accord avec la société JJCO sur la charge des frais ;

Qu'au regard de ces éléments, il convient de condamner Saidou ISSAKA à payer à la société JJCO Electricité Sarl la somme de dix millions cent soixante-quatorze mille neuf cent (10.174.900) ;

Attendu que par ailleurs, Saidou ISSAKA ne fait pas la preuve des difficultés économiques alléguées ;

Qu'il y a lieu de rejeter sa demande de délai de grâce ;

Sur l'exécution provisoire

Attendu que l'exécution provisoire ne peut être accordée qu'en cas d'urgence ou de péril en la demeure ;

Que de telles circonstances ne sont pas caractérisées en l'espèce ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Condamne Saidou ISSAKA à payer à la société JJCO Electricité Sarl la somme de dix millions cent soixante-quatorze mille neuf cent (10.174.900) ;

Rejette la demande de délai de grâce formulée par Saidou ISSAKA ;

Dit n'y avoir lieu à exécution provisoire ;

Condamne Saidou ISSAKA aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT